



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

PSA Cormelles-le-Royal
1^{er} décembre 2023

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.nouveaupartianticapitaliste.fr

ÉTAT D'ISRAËL ASSASSIN, ÉTATS IMPÉRIALISTES COMPLICES

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique est celle d'un génocide.

Plus de quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

L'État israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des ouvriers thaïlandais, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour !

Le gouvernement israélien veut la guerre totale pour continuer la colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les Palestiniens et bien d'autres à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, la solidarité toujours menacée

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « Israël assassin, impérialistes complices » a été interdite par la préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar, ont tenté une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant

par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « pas en notre nom ! » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ? Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres. Il ne veut pas que les universités françaises s'agissent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marchons pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gênons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation. Il n'y a rien à en attendre, alors entrons nous-mêmes dans l'action !

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.

**À CAEN, RDV
à 15h00
Place du
Théâtre**

Le samedi, ça nous dit... vraiment pas

Tous les samedis jusqu'à la fin de l'année, tous les secteurs de l'usine sont inscrits au tableau de travail. Samedi 2 décembre, on sera peut-être bien une moitié réellement convoqués. Et ça alors que la veille même, ce vendredi, certains secteurs sont au chômage.

Alors, le travail du samedi, c'est non merci...

La justice n'a ni deux vitesses...

... ni marche arrière !

La direction s'appuie sur la nouvelle convention collective de la métallurgie pour remettre en cause dans toutes les usines du groupe des acquis locaux (bien souvent dus aux luttes de nos anciens). Elle prétend faire œuvre de justice en égalisant par exemple les majorations d'heures supplémentaires dans tout le groupe.

Mais la justice, ça ne consiste pas à voler aux uns sous prétexte que les autres n'ont pas. Si Stellantis cherchait vraiment la justice, elle nous alignerait par exemple sur la majoration à 75 % du travail exceptionnel de nuit de Mulhouse, au lieu de nous ramener tous à 25 %.

Soupe à la grimace

La cantine n'en a plus que pour quelques mois avant d'être remplacée par un système de livraison de repas commandés à l'avance.

Le bâtiment ne va certes pas fermer. Mais on peut craindre que le départ de l'équipe de restauration qui travaillait sur place emporte avec lui l'intérêt de fréquenter le lieu. On pourra toujours y consommer des aliments. Préparés ailleurs, par des gens qu'on ne verra jamais et qui ne nous croiseront pas davantage. Mais faire un repas, c'est un peu autre chose qu'absorber une ration de calories avant de retourner au turbin...

Mauvaise idée

À PSA Valenciennes, la direction veut faire tourner un atelier en continu en juillet et août. Elle réfléchit à n'accorder que 2 semaines de congés aux salariés.

À Valenciennes comme à Caen, ce sont nos congés, pas les leurs. Hors de question que les actionnaires nous pourrissent les vacances.

Aller simple ?

À PSA Poissy, 250 intérimaires ont pris la porte vendredi dernier. C'est le premier coup de sabre dans les effectifs pour le passage de 3 à 2 équipes. La direction veut également envoyer – temporairement, assure-t-elle – 240 CDI ailleurs : Douvrin (en cours de fermeture), Rennes (qui chôme souvent)... et chez nous !

Avec ce genre de transfert, nos collègues sauront quand ils partent, pas quand ils rentrent, ni surtout à quel poste !

Un exemple à suivre, pas à dénigrer

Le 5 décembre, vont commencer les Négociations annuelles obligatoires (NAO) pour Stellantis France. La direction, pour lâcher le minimum, laisse entendre que la grève victorieuse des ouvriers de Stellantis USA (25 % d'augmentation de salaire en 4 ans, dont 11 % la première année) l'a mise sur la paille. Une petite musique pour semer la division entre travailleurs américains et français.

Ridicule, car même après la grève américaine, Stellantis reste ultra-riche. Nos collègues américains ont montré ce que Stellantis peut concéder, et qu'il suffit de lui forcer la main par la grève. Merci à elles et eux !

Il faudrait un miracle pour lui rendre la vue

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire est « révolté » par les différences de durée d'indemnisation du chômage. Avant l'âge de 55 ans, c'est seulement 18 mois au lieu de 27 mois après 55 ans. Alors le ministre rebelle s'en prend... aux plus de 55 ans ! « Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée plus longue pour les plus de 55 ans », dit-il

Qu'est-ce qu'il ne voit pas ? La difficulté accrue à retrouver du boulot ? Les corps cassés qui n'intéressent plus des patrons avides de chair fraîche ? Monsieur devrait faire l'expérience d'un licenciement pour inaptitude après une carrière à la chaîne.

Luca de Meo se prend pour Napoléon

Le patron de Renault Luca de Meo a lancé la branche électrique du groupe, « Ampere » en parlant ainsi aux salariés : « Pour moi Ampere, c'est l'avant-garde du groupe. Dans une armée, tu as toujours une avant-garde (...). En face de nous, les Chinois, ils bossent de 9h du matin à 9h du soir, 6 jours par semaine. C'est pas sorcier, il va falloir travailler beaucoup, il va falloir beaucoup de productivité pour les battre ».

Et d'ajouter : « Si vous vous plantez, ce n'est pas que vous, c'est tout le groupe que vous mettez en danger. C'est quelque chose que vous devez avoir en tête tous les jours, tous les matins quand vous vous réveillez. »

Ce type de discours donne surtout envie de se battre contre ces généraux qui veulent faire la guerre avec la peau des salariés pour le compte des actionnaires.

L'« aide » de la France à Gaza

Gaza compte au moins 35 000 blessés. Macron prétend leur porter assistance en envoyant le navire-hôpital militaire français *Dixmude*. Celui-ci compte 2 blocs opératoires et 40 lits. Pas de quoi remplacer les hôpitaux gazaouis détruits par Israël... avec la caution tacite de la France.

C'est d'une aide d'une toute autre ampleur dont a besoin la population de Gaza !